

# l'école émancipée

## Vle congrès FSU

FSU École Émancipée 104 rue Romain Rolland - 93260 Les Lilas Site web : <http://www.ecoleemancipee.org>

# Les enjeux du vote d'orientation *mettre un coup d'arrêt aux attaques*

La politique du gouvernement, conjuguée aux effets désastreux de la crise, place le mouvement syndical, et avec lui, l'ensemble des forces sociales devant une grande responsabilité : mettre un coup d'arrêt aux attaques qui ont déjà détruit des centaines de milliers d'emplois, dont 100 000 dans la Fonction publique, comprimé les salaires et les pensions, saboté gravement les acquis de solidarité mis en place depuis la Libération et détérioré les conditions de travail. Ce coup d'arrêt doit pouvoir se concrétiser sur des questions qui touchent tout le monde et impliquent un choix de société. Pour cela, il faut suivre un autre chemin que celui du gâchis de l'an dernier. La détermination à affronter véritablement la politique gouvernementale doit être aux postes de commandes ! On a vu que le succès de la votation citoyenne sur la Poste montre une disponibilité pour peu qu'on fasse des propositions de mobilisation. Avec le budget 2010 et la loi sur le financement de la sécurité sociale, les échéances ne vont pas manquer en novembre et

décembre., L'unitaire interprofessionnelle est en panne et en perte de crédibilité. On ne peut pas s'y résigner et la FSU doit être une force d'entraînement dans ses secteurs de responsabilité.

Mettre un coup d'arrêt significatif aux attaques dépend pour la FSU de deux conditions :

- faire vivre la FSU, dans le respect des diversités, mais avec le souci qu'elles soient mises au service d'une orientation plus combative, d'une vie fédérale plus forte, plus ouverte aux mouvements sociaux ;

- construire un pôle de rassemblement des forces syndicales qui combattent comme nous pour un syndicalisme de lutte et de transformation sociale, sans exclusive ni a priori, avec la CGT et Solidaires.

C'est le sens des propositions d'orientation et de l'engagement de l'ÉÉ à tous les niveaux dans la FSU. Ce sont les enjeux du 6<sup>e</sup> congrès de la FSU à Lille. Vous pouvez renforcer ces propositions dans la FSU en votant pour la liste présentée à l'initiative de l'ÉÉ pour un syndicalisme plus offensif !



## • Modalités du vote d'orientation

- Le vote se déroule du jeudi 5 novembre au jeudi 26 novembre inclus.
- Il doit être organisé de manière transparente et pluraliste (accès à la liste électorale, réception des votes et dépouillement) par les syndicats nationaux : directement dans les établissements pour le Snes, le Snep et le SNESup, par correspondance dans les départements pour le Snuipp et au plan national pour la plupart des autres syndicats.
- D'ores et déjà, il faut appeler autour de nous nos collègues à voter dès réception du matériel sur le rapport d'activité et ses fenêtres-amendements (nous préconisons ABB) et pour l'orientation proposée par l'Ecole Emancipée (c'est ce qui déterminera notre importance dans les directions de la FSU et aux congrès...).
- Par ailleurs, des scrutins départementaux sont aussi organisés dans certains départements.

• **Dès réception du matériel,  
dans chaque département,  
dans chaque syndicat,  
votez et faites voter  
pour l'orientation à l'initiative  
de l'École Émancipée (ÉÉ)**

# Rapport d'activité ABB

L'ÉÉ a fait, depuis la création de la FSU, le choix de construire et transformer, à tous les niveaux, l'outil syndical de masse qu'elle représente. Dans les établissements, les services, ses militant-es travaillent pour défendre nos métiers, nos missions. Dans les sections départementales, dans les régions et au niveau national, à partir de notre orientation, nous travaillons à la construction de ces mandats fédéraux qui sont à la fois si fragiles et si porteurs de dynamique.

Même si, depuis l'élection de Sarkozy et le nouveau contexte social qu'elle a traduit, les débats d'orientation ont été plus rudes et les synthèses plus difficiles, la FSU reste, dans l'ensemble du champ syndical, un outil à transformer : en plus de fédéralisme, en plus de détermination à affronter un gouvernement qui sait jouer des divisions et des corporatismes sur le terrain syndical. Apprécier l'activité de notre organisation syndicale c'est donc aussi porter jugement sur nos choix, nos engagements, nos combats. Nous considérons comme une faiblesse fédérale l'incapacité à peser sur le champ interprofessionnel pour donner à la dynamique des grèves de janvier et mars le débouché que beaucoup attendaient. Pire l'énorme gâchis face à une mobilisation à tous les niveaux de l'éducation l'an dernier, et notamment celle du supérieur et de la recherche est un échec grave qui repose notamment sur le refus des syndicats enseignants du premier et du second degré d'affronter véritablement la politique ministérielle.

C'est pourquoi l'ÉÉ, partie prenante des synthèses réalisées ces trois dernières années, a précisé en trois fenêtres ce sur quoi elle ne peut partager ce bilan.

**Nous vous appelons donc à voter les fenêtres A B B.**



# Darcos, Péresse, Chatel mêmes combats !

Le système éducatif subit des attaques d'une nature et d'une violence inégalées. Réduction des coûts (suppressions de postes, de classes, d'offre de formation) mais aussi et surtout offensive idéologique : arrêt de la démocratisation (mérite pour les uns et abandon-éviction pour les autres) et pilotage par l'évaluation et la performance (mise en concurrence des établissements et des universités), le remodelage libéral sévit à tous les niveaux.

Malgré des mobilisations inédites comme les nuits des écoles ou les désobéisseurs, malgré des grèves réussies, malgré un mouvement très fort dans le supérieur, ce sont des défaites répétées que nous avons subies.

Et qu'on ne nous parle pas de «reculs» gouvernementaux quand il s'agit des Rased, des EPEP ou pire, de la masterisa-

tion.... Avoir gagné un peu de temps dans l'application des réformes ne règle rien sur le fond, sauf à vouloir ainsi justifier un accompagnement plutôt qu'une opposition résolue.

Peut-on faire aujourd'hui l'impasse sur les conséquences de la baisse des postes sur la scolarisation en maternelle (quasi-disparue pour les deux-trois ans), sur l'aide personnalisée et les stages de remises à niveau vendus contre la diminution horaire pour tous ? Peut-on croire à une réforme sans conséquences du lycée général avec ce qui se passe dans les LP et la pression pour l'apprentissage ? Les attaques, qui font système, ne se voient pas segmentées niveau par niveau : le projet éducatif du gouvernement est cohérent, la fédération doit y répondre d'une seule voix et dépasser les divergences des syndicats nationaux. Ainsi, sur la formation et le recrutement des maîtres qui reste un lourd contentieux, il faut renforcer une démarche offensive sans s'en tenir aux mandats bloquants des uns et des autres.

# Luttes et syndicalisme un bilan à tirer, vite !

L'année 2008/2009 restera l'année de la crise. Crise financière, économique, écologique, sociale. La critique du capitalisme s'en est trouvée relégitimée, à tel point que même la droite dans un souci de sauver le système, a pu pourfendre « ses dérives ».

C'est dans ce contexte, début 2009, que le mouvement syndical, dans une unité inédite réussissait à mettre à deux reprises plusieurs millions de salariés dans les rues, tant pour porter d'autres choix économiques que pour imposer des mesures immédiates pour les salariés.

Les deux grandes manifestations des mois de janvier et de mars, réunissant public et privé, ouvraient le champ des possibles dans le rapport de force entre classe ouvrière et patronat/gouvernement. Cette disponibilité des salariés pour les luttes s'est heurtée à la volonté des mêmes organisations syndicales à ne pas aller à l'affrontement avec le Medef et Sarkozy.

La stratégie de manifestations tous les deux mois a, au bout du compte, démobilisé, l'agitation syndicale servant d'exutoire en quelque sorte à la colère des

salariés.

L'ordre du jour, l'urgence était bien alors à la préparation d'une grève générale.

La responsabilité des confédérations ouvrières, au premier rang desquelles la CGT et la CFDT, n'est plus à démontrer, la première liant son sort à la seconde qui elle, a tiré tout le monde vers le moins-disant syndical.

Dans l'intersyndicale, le fait que la FSU ait porté des mandats plus corrects (nouvelles grèves rapprochées après celles de janvier et de mars), ne peut pas occulter qu'elle a eu la

même faiblesse au moment de la mobilisation exceptionnelle dans le supérieur et des Iufms.

La première conséquence d'un tel gâchis est la difficulté aujourd'hui à relancer les mobilisations. Les personnels ont de la mémoire, s'ils sont prêts à s'engager cela doit se faire dans un plan d'action qui pose d'entrée le niveau de mobilisation à atteindre, un rapport de force du niveau d'une grève reconductible, pouvant entraîner d'autres secteurs. Les étapes intermédiaires prendront alors tout leur sens.

# Salaires

## augmentation pour tous !

De 2000 à fin 2009, la perte de pouvoir d'achat de nos traitements approchera 10%. Concernant le point d'indice, le gouvernement a prévu dans le budget pluri-annuel 2009-2011, une hausse de 0,5 % chaque année, à compter du 1er juillet 2009 (en même temps que le SMIC), une hausse complémentaire de 0,3 % étant prévue au 1er octobre 2009.

Il théorise ainsi le fait que le point d'indice ne doit pas suivre l'évolution des prix. La politique salariale du gouvernement consiste en une baisse générale des salaires de tous par le décrochage de la valeur du point d'indice par rapport aux prix, une individualisation des rémunérations par des mesures ciblées et une politique indemnitaire soumise à la règle du «travailler plus». Le troisième volet de cette politique consiste à financer ces mesures par les économies réalisées sur le dos de l'emploi public, la partie «des gains de productivité» dégagée par ces économies. C'est dans ce contexte que le ministre de l'éducation nationale a fait des annonces concernant les salaires des enseignants

avec une mesure indiciaire pour les néo-titulaires et des mesures indemnitaires liées à de nouvelles fonctions pour les autres.

Alors qu'un grand nombre de personnels de catégorie B actuelle au CII attendent et revendiquent la reconnaissance de leurs qualifications pour une intégration en catégorie A, que le gouvernement refuse, on voit que les annonces concernant les enseignants ne feront qu'aggraver la division des personnels, entre fonctionnaires de même catégorie et entre fonctionnaires exclus d'une reconnaissance de qualification effective.

**L'École Emancipée revendique pour tous les fonctionnaires des mesures unifiantes :**

- une augmentation de 10 % de la valeur du point d'indice pour l'amener à 5 euros nets.



- une augmentation de 70 points d'indice au titre de la reconstruction de la grille fonction publique.

- un minimum fonction publique équivalent à 120 % du SMIC, soit un salaire minimum de 1600 euros nets.

## Fédéralisme et corporatisme

### le cas d'école de la maîtrise

Le dossier formation recrutement aura mis crûment en lumière l'an dernier la paralysie de la FSU empêtrée dans des dérives corporatistes de ses syndicats nationaux. Après des semaines de grève dans le supérieur, la FSU est parvenue enfin à adopter un mandat d'abandon de la réforme, mais ne l'a jamais vraiment fait vivre. Incapable d'organiser la convergence entre le supérieur en grève et le reste de l'éducation, la débâcle fédérale éclate au

grand jour avec le CTPM de juin sur les décrets et les votes éclatés par syndicats, empêchant l'expression d'une opposition franche de la FSU à la réforme. Il est clair désormais, que « le respect des positions élaborées par chacun des syndicats nationaux » cher à la direction U&A est devenu en pratique la politique du pré carré et du droit de veto.

Il faut rompre avec un corporatisme nocif qui fait que chaque syndicat ne voit pas plus

loin que les intérêts immédiats de sa catégorie, au mépris de l'intérêt général de tous. Ce corporatisme est d'autant plus dangereux qu'il fait l'affaire d'un gouvernement cherchant à diviser pour mieux régner, en payant par exemple la prétendue « revalorisation » de quelques uns avec les économies réalisées par la saignée des postes dans toute la fonction publique.

**fédéralisme,  
késako ?**

Depuis sa naissance le fonctionnement de la FSU repose sur le « trépied » : syndicats nationaux, sections départementales et tendances. Mais celui des syndicats nationaux devient prépondérant, voulant réduire la fédération à une sorte d'intersyndicale, qui plus est enseignante.

L'EE porte dans la FSU une approche fédérale des questions qui nous sont posées, car il ne peut y avoir de victoire pour les personnels sur la base d'une parcellisation de nos professions et sans une prise de conscience des attaques globales dont elles sont victimes. C'est l'enjeu d'un vrai pluralisme de tendances transversales, qui ne se résume ni à des accords de direction, ni à une représentation virtuelle.

L'affaiblissement des sections départementales, est le pendant de cette dérive centrifuge de la fédération. Les SD n'ont pas les moyens d'être suffisamment les espaces d'élaboration et d'action fédéraux indispensables face aux attaques contre les salariés, les services publics. L'EE milite pour une FSU capable de fédérer et dépasser les intérêts particuliers ou corporatistes, une FSU appuyée solidement sur ses SD et des conseils fédéraux régionaux pluralistes et offensifs.

# Syndicalisme de transformation sociale *renforcer son unité*

Notre congrès aura à traiter d'une question décisive, celle de l'unité du syndicalisme. L'année dernière a vu la plus grande unité interprofessionnelle déboucher sur un fiasco le 13 juin. Oui, il faut une unité syndicale pour aider à la mobilisation des salariés. Mais il faut que cette unité soit déterminée dans ses objectifs et ses formes d'action, un peu comme l'a été la mobilisation en Guadeloupe par exemple.


Confronté aux crises économiques, sociales et environnementales, à des transformations profondes du monde du travail et des services publics, à une Union européenne qui détruit plus qu'elle ne construit, aux nouvelles lois sur la représentativité, dans le privé comme dans le public... le syndicalisme doit trouver de nouvelles réponses et

sans doute de nouvelles formes d'organisation et de fonctionnement pour être à la hauteur des attentes des nouvelles générations.

Face au syndicalisme d'accompagnement (type CFDT), il faut que s'affirme un syndicalisme de lutte et de transformation sociale capable de bousculer les pesanteurs et les appareils, de peser sur le terrain interprofessionnel.

C'est à la FSU de proposer dans le même temps à la CGT et à Solidaires, de la base au sommet, un processus de confrontation, d'actions, de réflexions, de propositions capables d'entraîner et de remotiver les militants, et au-delà les salariés.

C'est ce que propose l'EE afin que la FSU, fidèle à son « U », joue un rôle positif et décisif sur ce terrain.



# Sortir du capitalisme *pour sauver la planète*

Nous sommes entrés dans une crise écologique durable et planétaire qui se développe en étroite relation avec la crise sociale et économique. Cette crise est le produit d'un système productiviste dans lequel les forces possédantes et dominantes, au nom du profit, se sont appropriés et ont cherché à soumettre les sociétés et leurs écosystèmes, réduits à des champs d'expansion du capital. C'est donc la question du modèle économique et social actuel basé sur les principes de la compétitivité, la croissance illimitée et la privatisation de la planète qui est en cause.

Les marchés tout comme le capitalisme vert ne peuvent être la réponse à la crise écologique. Faire face à cette crise demande des mesures alternatives et radicales, pour opérer une transition vers une société basée sur la justice sociale, en équilibre avec l'environnement et la démocratisation politique. On peut pas laisser les choix économiques, sociaux et environnementaux aux mains d'une oligarchie économique et politique, principale responsable de la crise actuelle.

Il faut également intégrer la lutte contre la crise écologique dans l'agenda de tous les acteurs sociaux - tout particulièrement des syndicats, dont la FSU - comme partie intégrante de leur engagement pour autre monde.

# RGPP, REATE *de quoi se mobiliser !*

La RGPP et particulièrement sa traduction locale – la RéATE – modifient profondément de nombreux services publics et exposent les personnels à des dégradations considérables de leurs conditions de travail et gestion des carrières, tout en cassant leurs métiers et savoirs faire. Même si l'on en parle moins dans les médias, cela suscite de nombreuses mobilisations et ripostes, parfois unitaires.

Avec la Réate, c'est le préfet de région qui devient le grand maître de l'ensemble des politiques de l'Etat. La loi de mobilité votée en juillet fournit les outils d'une nouvelle gestion des ressources humaines (!), suppressions de postes à l'appui.

## Mobilisation massive dans les services vétérinaires

Les services vétérinaires du MAAP devaient subir une diminution drastique de leurs effectifs et une re-définition de leurs missions : suppression des missions en abattoirs, certification confiée à des vétérinaires sanitaires du privé, attaques multiformes des emplois des techniques, administratifs... Contre cette privatisation, le SYGMA-FSU a initié en octobre des grèves et des rassemblements inter-régionaux avec tracts aux consommateurs. Les taux de grévistes de plus de 50%, voire 75% sur les plus gros sites d'Europe, ont incité le préfet de Bretagne à annoncer à l'intersyndicale FSU-FO l'arrêt des suppressions d'emplois dans les abattoirs, l'ouverture de négociations salariales et une entrevue avec le ministre. Les AG de personnels ont donc suspendu la grève mais restent toujours aussi déterminés.

# Forums sociaux *les faire vivre*

Apparus dans une dynamique de mobilisations sociales et à partir d'un positionnement antilibéral "radical", les Forums Sociaux constituent un espace privilégié de rencontre des mouvements sociaux pour l'échange d'expériences, de résistances et de luttes. Ils facilitent l'articulation et la coordination nécessaire pour impulser des mobilisations internationales d'envergure. Renforcer l'espace des Forums - au-delà d'autres initiatives ou cadres de travail – reste un enjeu essentiel. Le mouvement syndical se tient trop souvent à l'écart, peu engagé. Une mauvaise pente que la FSU ne doit surtout pas accompagner. Au contraire, il s'agit de s'engager plus fortement encore et de renforcer les forums ainsi que tous les réseaux qui se construisent dans le cadre de ce processus, pour mesurer l'ampleur de la crise, dessiner des alternatives, mais surtout pour forger et développer des mobilisations répondant à la crise économique, sociale et écologique.

**L'ÉCOLE ÉMANCIPÉE** C'est aussi une **REVUE SYNDICALE et PÉDAGOGIQUE**

au cœur des luttes de l'éducation et du mouvement social.

**Abonnez-vous ou réabonnez-vous** (30€ par an selon revenus)